

**Réponse d'Outremer Telecom (« OMT ») aux consultations publiques de l'ARCEP**

***« Projet d'annexe à la décision proposant les modalités d'attribution de fréquences dans les bandes 1800 MHz et 2,1 GHz en Guadeloupe et en Martinique »***

***« Projet d'annexe à la décision proposant les modalités d'attribution de fréquences dans les bandes 900 MHz 1800 MHz et 2,1 GHz en Guyane »***

**Version publique**

Les présentes consultations visent à définir les modalités d'attribution de fréquences dans les bandes 1800/2100 MHz en Martinique et en Guadeloupe et 900/1800/2100 MHz en Guyane susceptibles d'être proposées au ministre en charge des communications électroniques : OMT remercie l'Autorité pour cette démarche de transparence.

OMT estime néanmoins que certaines dispositions sont contraires aux objectifs guidant les attributions d'AUF, tels que décrits notamment aux articles L. 32-1 et L. 42-1 du CPCE, et qu'elles devraient par conséquent être révisées, comme proposé ci-après.

En effet, **s'agissant des Antilles**, OMT souhaite rappeler qu'en application des dispositions du code général de la propriété des personnes publiques, les fréquences radioélectriques relèvent du domaine public de l'Etat. Ce même code prévoit que l'utilisation de ces fréquences, par les titulaires d'autorisations, constituent un mode privatif d'occupation du domaine public de l'Etat.

L'Etat, à la suite de cette procédure, doit obligatoirement assurer aux titulaires de ces autorisations que les fréquences mises à leur disposition sont propres à leur destination.

Les titulaires d'occupation domaniale disposent en effet d'un droit à une occupation paisible reconnue par la jurisprudence administrative. Le principe est que l'occupant domanial a droit, non seulement à l'occupation qui a été consentie mais aussi à la protection du propriétaire domanial pendant toute la durée de son occupation.

Or, OMT note une absence totale de dispositions permettant de prendre en compte de manière objective et transparente les problématiques de brouillage aux frontières dans la bande 2100. En conséquence, OMT estime que la procédure ne permettra pas de garantir un accès au spectre dans des conditions équitables et transparentes et qu'elle comporte un risque avéré d'absence de garantie d'une utilisation effective et efficace de la ressource au bénéfice des usagers.

En tout état de cause, les autorisations d'occupation du domaine public seraient privées de toute portée utile si OMT ne pouvait plus émettre, en raison des phénomènes de brouillage, et ce, alors même qu'elle aurait acquitté une importante redevance pour l'usage de cette autorisation.

En outre, en permettant à Free Caraïbe de candidater dans la bande 1800 alors qu'elle détient déjà la quantité **maximale** de spectre prévue dans les portefeuilles, OMT considère qu'il existe un risque de que les enchères soient faussées.

Par ailleurs, **s'agissant de la Guyane**, eu égard une nouvelle fois aux risques de déséquilibre très importants entre Free Caraïbe/Digicel et leurs concurrents résultant d'une accumulation de spectre détenu en bandes basses au titre de leur contrat de mutualisation qui pourrait freiner l'exercice d'une

concurrence effective et loyale, OMT invite l'ARCEP à **indiquer explicitement dans le projet d'annexe que les quantités de fréquences mutualisées seront prises en compte dans le calcul des portefeuilles des opérateurs concernés.**

De plus, **s'agissant des 2 zones**, eu égard au bilan des attributions 4G dans les DOM en matière de gestion efficace du spectre, OMT souhaite rappeler qu'il est impératif que les futures procédures imposent des **critères contraignants** tant sur la qualification des candidats que sur l'utilisation effective du spectre dans les délais fixés par leur cahier des charges.

➤ **S'agissant du Document I Dispositions des autorisations d'utilisation de fréquences**

Conformément au code européen des communications électroniques, les conditions associées aux droits d'utilisation du spectre radioélectrique doivent être proportionnées (article 13 du code européen des communications électroniques) et doivent permettre de promouvoir les investissements à long terme des opérateurs (article 45 de ce même code). Force est de constater que le projet du régulateur fixant les objectifs de déploiements ne respecte pas ces principes et apparaît comme disproportionné.

Les nouvelles obligations de déploiement telles que prévues par l'ARCEP sont bien supérieures à la réalité du déploiement 4G, malgré leur complexité plus importante et les sujétions de régulation nouvelles.

**1. Sur les obligations relatives à l'aménagement du territoire aux Antilles**

[SDA]

**Sur les obligations de déploiement sur des points hauts mis à disposition en Guyane**

Le projet prévoit que « *Le titulaire est tenu de déployer huit sites permettant de fournir des services de radiotéléphonie mobile et d'accès mobile à très haut débit en vue de couvrir chacune des zones identifiées dans le Document VI.1. Cette obligation, pour chacun de ces sites, est conditionnée à la possibilité d'accéder à des infrastructures (1) incluant a minima :*

- un emplacement viabilisé ;
- des locaux d'hébergement et un point haut ; et
- le raccordement du site au réseau électrique.

*(1) L'accès à ces infrastructures pourra donner lieu à un tarif raisonnable, c'est-à-dire un tarif qui n'est pas significativement supérieur à celui constaté sur le reste du territoire de la Guyane, versé par chaque opérateur bénéficiant de l'accès aux infrastructures concernées. »*

OMT estime que cette notion de tarif raisonnable est **insuffisamment définie** et fait peser en l'état un risque sur les opérateurs de charges excessives sur les sites pré-identifiés.

Elle demande que le tarif soit établi à partir de la moyenne des loyers appliqués aux opérateurs mobiles sur les sites qui ne leur appartiennent pas en propre à laquelle sera appliquée un indice de type par exemple SYNTEC.

[SDA]

\* \*

\*